



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Les-non-dit-de-la-FNSEA>

# Les non-dit de la FNSEA

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - De 1982 à 1983 - N° 800 - mai 1982 -

Date de mise en ligne : mardi 27 janvier 2009

Date de parution : mai 1982

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

LES agriculteurs ne sont pas tous logés à la même enseigne. Un revenu moyen par tête d'exploitant a autant de signification qu'un revenu par borne kilométrique. Il y a le revenu des gros et des petits maraîchers qui produisent en serre, endettés à perpétuité et comptant sur le consommateur pour régler, à travers les prix, le coût du crédit. Il y a le revenu des propriétaires de grands crus qui roulent en Mercedes ou en Jaguar, emploient des gérants et mènent une existence de grands seigneurs. Il y a les petits besogneux qui vont sur les marchés locaux à couler - leurs oeufs, leur petit élevage, les produits du potager aux prix du commerce, sans acquitter ni impôts, ni même aux intermédiaires, ni charges sociales. Il y a les gros céréaliers et betteraviers qui ne se plaignent guère, leurs surplus pris en charge par les contribuables européens. Ne parlons pas de ceux qui, favorisés par un P.O.S., cèdent des parcelles à prix d'or aux promoteurs de lotissements et se retirent fortune faite en ajoutant à leur revenu les rentes d'un coquet capital.

Au lieu de manifester contre les Pouvoirs publics pour augmenter les prix, les paysans devraient se liguier avec les consommateurs salariés et retraités pour dénoncer les marges souvent scandaleuses pratiquées à tous les stades de la commercialisation et qui conduisent le gros de la clientèle à réduire le volume de ses achats, tout ce trafic, cette spéculation d'intermédiaires qui multiplie par 5 ou 6 les prix payés aux producteurs.

Quant aux coûts de production, objet de tant de polémiques, banques et multinationales s'y taillent la part du lion et les coopératives, gagnées par le gigantisme, investissent « trente six fois » plus qu'elles ne ristournent à leurs sociétaires devenus leurs vaches à lait. Les coûts incluent principalement les charges des prêts bancaires, les fournitures d'engrais, les carburants, l'amortissement et l'entretien, la réparation d'un parc de machines et de matériels aux marques hétéroclites, des frais de transport et le reste. Pour payer tout cela et permettre aux pauvres exploitants de joindre les deux bouts, une pluie de milliards se déverse sur la profession, sur ses innombrables organismes et organisations, grâce à la sollicitude des Finances publiques, à l'insaisissable générosité des contribuables.

Endettés, sans vacances ? A qui la faute, sinon à un stupide individualisme qui les éloigne, par idéologie, des solutions communautaires, de l'agriculture de groupe, de l'esprit de solidarité ? Ils acceptent sottement de voir leurs efforts ruinés par des conditions météorologiques défavorables, par une intempestive abondance, par de trop belles récoltes.

Ils sont, aujourd'hui, victimes de l'abondance, piégés par un rôle du jeu associant leur revenu au niveau des prix. Doivent-ils persister dans leur refus d'appuyer un changement de structures économiques qui permettrait de mobiliser leurs efforts au seul service du consommateur et non à celui de l'argent, du profit, des banques, de leurs opulents fournisseurs d'aliments et d'engrais et de la kyrielle d'intermédiaires qui ne sont pas, loin s'en faut, des candidats à la soupe populaire ?